

*Le budget—M. Blaikie*

qui soit prêt à débloquer les fonds nécessaires pour non seulement assumer mais même accroître le rôle qu'il doit jouer pour acquitter les coûts sociaux et écologiques imposés à notre système économique et pour mettre en place un système économique exempt de ce genre de problèmes?

La plupart des économistes, tous les libéraux et tous les conservateurs parlent de la baisse de productivité. De leur point de vue borné, il peut sembler en effet que la productivité soit en baisse, mais Hazel Henderson, conférencier américain, futurologue et auteur de *«The Politics of the Solar Age, Alternatives to Economics»*, parlant de la baisse apparente de la productivité déclare ceci:

... c'est uniquement parce qu'ils l'ont gonflée pendant des décennies et qu'ils en ont camouflé les coûts réels.

Monsieur le Président, pourquoi s'en prend-on toujours à la productivité des travailleurs et non à la productivité du système économique dans son ensemble? Tout le problème est là. L'utilisation des ressources énergétiques est un bon exemple. Il n'est pas surprenant que la productivité et la rentabilité de l'industrie pétrolière et gazière soient en baisse puisque le modèle économique en place depuis des années est fondé sur la vente et l'épuisement rapide de gisements faciles d'accès.

• (1710)

Nous traversons effectivement une crise, mais il ne s'agit pas à proprement parler d'une crise de productivité; il s'agit d'une crise provoquée par le fait que nous ne sommes pas arrivés à ménager les ressources facilement accessibles, ce qui nous a rendu davantage tributaires de l'extraction du pétrole du Nord et du pétrole sous-marin qui est coûteuse, difficile et qui a des conséquences sociales et écologiques désastreuses.

Monsieur le Président, c'est en faisant des analyses de ce genre que nous arrivons à comprendre les causes de la crise de rentabilité qui frappe le système économique occidental. Ce n'est pas que les gouvernements dépensent trop d'argent, comme semblent le croire les conservateurs et les libéraux; c'est que les gouvernements n'ont pas été chargés officiellement de percevoir, de dépenser et de faire tout ce qui est nécessaire pour réparer les dégâts sociaux et écologiques provoqués par nos valeurs économiques et notre mode de vie. Beaucoup n'ont pas eu l'aptitude idéologique ni l'inclination ni la perspicacité de le faire.

La solution consiste non pas à supprimer toute intervention du gouvernement sur le marché mais plutôt à faire intervenir les pouvoirs publics à tous les échelons ainsi que les autres organes coopératifs et communautaires, pour transformer le marché de façon à tenir compte du coût d'une activité économique et à attacher autant d'importance aux considérations d'ordre social et écologique qu'aux autres.

Pourtant, lorsque les gouvernements essaient de le faire de temps en temps, leurs citoyens le payent cher. Il faut affronter ce problème également. Cette réflexion me ramène à mes deux premières remarques sur la façon dont le budget esquive la réalité en faisant semblant qu'il n'existe pas de multinationales et en ne tenant pas compte de la nécessité d'établir un nouvel ordre économique international. A l'heure actuelle, les pays

qui essaient d'instaurer une certaine justice sociale, économique et écologique risquent d'être boycottés par les multinationales sur le plan économique et d'être considérés comme suspects voire d'être persécutés par les Américains sur le plan politique.

Les multinationales peuvent se servir de leur mobilité mondiale presque mortelle, et elles le font, pour aller investir ailleurs lorsque leurs marges bénéficiaires sont menacées. Les Américains s'efforcent d'empêcher le dialogue mondial, dont l'importance est critique, en faisant l'éloge de la libre entreprise et en brandissant le spectre de la conspiration des communistes dans le monde. Le seul pays qui puisse se défendre sur le plan économique, même s'il viole les principes de la libre entreprise, ce sont les États-Unis. Lui, il peut se le permettre.

Les trois questions que j'ai abordées sont étroitement liées. Nous ne pouvons pas espérer bâtir un avenir prometteur sur les plans social et environnemental si nous ne trouvons pas le moyen de prendre en main notre propre destinée économique, si nous ne devenons pas beaucoup moins vulnérables aux décisions prises à l'étranger, dans les conseils d'administration des multinationales étrangères. Nous ne pouvons espérer y parvenir sans un nouvel ordre économique international plus équitable. Il faudra que les multinationales perdent tout pouvoir, ou au moins qu'elles soient forcées de tenir compte du bien commun de l'ensemble de la planète, et qu'elles soient empêchées de dresser les peuples les uns contre les autres.

Un nouvel ordre social et économique est en train de prendre forme, à la fois au Canada et partout dans le monde, et le régime que nous connaissons depuis des décennies craque de toutes parts. Les nouveautés surgissent, sur le plan de la technologie et de la répartition du travail, des ressources, des richesses. Notre époque peut devenir le point de départ des plus grands progrès jamais réalisés par l'humanité, si nous profitons du dilemme dans lequel nous nous trouvons actuellement pour évaluer honnêtement, objectivement et en tenant compte des valeurs morales, les problèmes qui se posent à nous à titre de communauté humaine.

Il faut se résoudre à collaborer pour bâtir un monde dans lequel la technologie nouvelle sera au service des vrais besoins de l'humanité et non pas axée sur des considérations étroitement commerciales, un monde dans lequel le développement du Tiers monde sera fondé sur le développement de l'homme et ne se limitera pas à exporter un capitalisme primaire dans des pays qui n'ont pas une culture politique assez évoluée pour l'assimiler, un monde qui procédera à la désindustrialisation de pays comme le Canada, afin d'orchestrer le développement économique selon les besoins des générations présentes et futures et de créer un environnement où il fait bon vivre, un monde dans lequel un pays comme le Canada n'aura pas besoin de démolir toutes ses réalisations passées, comme l'assurance-maladie, pour rester concurrentiel, terme que l'on emploie pour désigner le chantage qui se pratique actuellement.

Voilà le défi qui se pose, et que les libéraux, avec le consentement et suivant les conseils du parti progressiste-conservateur du Canada, n'ont pas osé relever; ils n'ont pas osé lancer un grand débat sur ces questions cruciales. Les Canadiens doivent rester spectateurs passifs d'un grand jeu qui met en cause leur survie.

Je le répète, un nouvel ordre mondial se dessine à l'intérieur même de l'ancien, un nouvel ordre économique international.